

tous nos problèmes finiront certainement, d'une façon ou d'une autre, par disparaître. Or il n'en est tout simplement rien.

Cela fait penser au mouvement Moral Majority aux États-Unis, mouvement qui a sûrement des adeptes chez les membres du parti progressiste conservateur du Canada. Rien, d'après ce groupe de bien-pensants, ne prouve que l'individu, bien qu'il soit l'ultime responsable de ses actes, n'agit pas isolément et que les changements requis, quels qu'ils soient, devront être d'ordre structurel, c'est-à-dire d'ordre social et économique, et non pas uniquement légal.

Par conséquent, l'analyse de ce mouvement néglige un des principes les plus fondamentaux et importants de cette théorie sociale ancienne, mais toujours valable, selon laquelle il est impossible d'espérer accroître le sens moral d'un individu sans améliorer ses relations avec son entourage et ses conditions de vie objectives. On peut dire du milieu, comme d'un individu, qu'il est bon ou mauvais. Nous ne vivons pas en vase clos, mais en société.

Cette lacune ouvre la porte à un pharisaïsme qui ne permet aucune autocritique. Ni les Canadiens ni les Américains ne sont incités à faire leur autocritique collective et sociale. Nous pouvons toujours reprocher à un tiers ce que nous sommes et le rôle de l'État, qui est perçu comme un mal nécessaire au sein des institutions politiques, mais aussi comme un appareil monstrueux qui devrait s'abstenir de toute ingérence dans la vie des particuliers, et particulièrement dans les transactions commerciales, est de faire rentrer dans le rang ces individus récalcitrants. La collectivité ne se sent aucunement responsable de l'état actuel des choses.

C'est dans ce sens que les théories prônées par Moral Majority sont l'exemple parfait des élucubrations de faux prophètes. Ses membres n'invitent pas les citoyens à faire leur examen de conscience. Ils ne critiquent pas les valeurs fondamentales de notre civilisation. Ils ne voient pas—et soupçonnent encore moins—que la situation actuelle découle tout naturellement de notre échelle de valeurs. Au lieu de cela, ses adeptes voient dans la situation actuelle une distorsion, une aberration qu'il faut corriger par la force. L'analyse économique et sociale leur fait complètement défaut.

Ils se lamentent sur la disparition des exploitations agricoles familiales, sans remettre en question le capitalisme sauvage qui l'a provoquée. Ils fulminent contre l'éclatement de la cellule familiale, mais ils n'envisageraient pas de garantir aux familles un revenu suffisant pour vivre ou de payer les chefs de famille monoparentale pour s'occuper de leurs enfants. Cela serait trop libéral. Si vous préconisez de telles mesures, ils s'acharneront contre vous à vous faire mordre la poussière.

Ils tonnent contre l'avortement, mais abandonnent l'enfant à son sort dès sa naissance. Ils condamnent la sexualité moderne, mais rejettent l'idée d'une télévision d'État dépouillée des stéréotypes sexistes qui caractérisent la libre entreprise: ce serait de la propagande étatique. Ils déplorent la perte de l'esprit communautaire, et refusent de voir qu'après avoir présenté pendant deux siècles la réussite individuelle comme le but ultime de la vie humaine, on ne peut qu'aboutir à l'échec maintenant que se dissipent les derniers vestiges de cet esprit communautaire d'une époque révolue. En fait, ils pleurent la victoire totale de l'idéologie qu'ils font leur.

L'approche de la majorité morale est une idéologie en soi, mais une idéologie incohérente, et les Gerry Falwell du monde

entier sont ou bien des charlatans ou bien des naïfs. Ils s'emparent des inquiétudes légitimes des femmes honnêtes et chrétiennes qui peuplent les banlieues pour embrigader ces dernières dans une campagne politique visant à restaurer la fierté et la puissance militaire de l'Amérique, dans le but de contenir les aspirations des affamés de la planète et peut-être un jour—il faut espérer que ce jour ne viendra jamais—livrer ce que l'on appelle une guerre nucléaire limitée en comparaison de laquelle paraîtraient insignifiants les morts et les souffrances causés par les problèmes que la majorité morale aimerait résoudre en imposant sa propre morale et son fascisme intellectuel.

Il est temps que nous opérions une sorte de réévaluation du prix que nous attachons à la vie humaine. Nous contribuons tous à la dévaluation foncière de la vie humaine, phénomène qui est caractéristique de l'époque moderne. La vie a peu de prix et ses manifestations traditionnelles comme la famille, ne sont plus irremplaçables. Le problème n'est pas dû à une simple accumulation de faits séparés. Il ne s'agit plus simplement d'individus de chair et de sang mais également de pouvoirs et de juridictions. Il n'est plus acceptable de s'attaquer à des groupes particuliers comme les mères assistées sociales, les détenus ou même les fonctionnaires, pour en faire un objet de mépris. La vie n'a jamais eu beaucoup de prix mais ce n'est que depuis quelques siècles que cet état de fait a été rationalisé et sanctionné par un système économique qui réduit les êtres humains à l'état d'objets. C'est pourquoi, si nous croyons à la primauté de la vie humaine, nous devons mener une lutte de tous les instants et aller au fond même du problème, à la source de toutes ses manifestations actuelles, en d'autres termes, au matérialisme de notre société.

● (2040)

Là est le problème, monsieur l'Orateur, et c'est un problème que la majorité qui se croit bien-pensante est incapable de résoudre. Les députés à ma droite ont beau s'égosiller, ils ne peuvent rien y faire parce qu'ils n'ont pas la vocation d'un Jérémie. Ils préfèrent jouer de loin aux faux prophètes et dire aux Canadiens que Dieu est avec eux et que tout ira pour le mieux avec quelques petites réformes. Les mouvements qui remettent en cause la conception même de la société remportent peut-être moins de succès que la majorité bien-pensante mais ils sont probablement plus près de la vérité.

Voilà pourquoi il convient de rejeter la motion d'aujourd'hui, non pas que la population n'ait pas de bonnes raisons de s'indigner du meurtre d'innocents et d'agents de police... pas du tout. Si je m'oppose à cette motion, c'est parce que ceux qui l'ont présentée ont l'esprit confus—et je le dis bien gentiment, parce que je crois que certains de ceux qui l'appuient sont sincères. Mais il s'en trouve dans le parti progressiste conservateur, qui se moquent de la question du meurtre comme d'un guigne, et qui cherchent uniquement à exploiter la peur de la population canadienne. Ce sont les marchands de haine qui empoisonnent tous les débats politiques au pays avec leurs discours onctueux et insensés de pharisiens sur toutes les questions qui surgissent. Ils sont un fléau, une calamité pour notre vie politique et j'espère qu'un jour, ils sombreront dans une obscurité bien méritée après avoir perdu la faveur de leurs électeurs.